

# **Nouveau palais de Justice de Lille**

## **MARCHE DE FOURNITURES ET SERVICES**

### **FOURNITURE, LIVRAISON ET INSTALLATION DES EQUIPEMENTS DE CUISINE DES ESPACES DE RESTAURATION**

#### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 ALLOTISSEMENT	4
1.3 DURÉE	4
1.4 TRANCHES	4
<b>ARTICLE 2 - INTERVENANTS PRINCIPAUX DE L'OPERATION DU PALAIS DE JUSTICE DE LILLE</b>	<b>4</b>
2.1 LE MAÎTRE D'OUVRAGE ET POUVOIR ADJUDICATEUR	4
2.2 CONDUITE D'OPERATION ET MAÎTRISE D'ŒUVRE	5
2.3 LE MARCHÉ DE TRAVAUX	5
2.4 LA MAÎTRISE D'ŒUVRE SPECIFIQUE POUR LES ESPACES DE RESTAURATION	5
2.5 LE TITULAIRE	5
<b>ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
3.1 PIECES PARTICULIERES (PAR ORDRE DECROISSANT DE PRIORITE)	5
3.2 PIECES GENERALES	6
<b>ARTICLE 4 - DOCUMENTS A FOURNIR PAR LA PERSONNE PUBLIQUE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 - PRIX</b>	<b>6</b>
5.1 FORME ET CONTENU DES PRIX	6
5.2 VARIATIONS DES PRIX	7
5.3 TVA :	8
<b>ARTICLE 6 - MODALITES DE REGLEMENT</b>	<b>8</b>
6.1 AVANCE	8
6.2 REGLEMENT DES COMPTES	8
6.2.1 MODALITES DE PAIEMENT	8
6.2.2 ACOMPTES	9
6.3 DELAIS DE PAIEMENT	9
6.4 PAIEMENT DES COTRITANTS	9
6.5 PAIEMENT DES SOUS-TRITANTS	9
<b>ARTICLE 7 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ</b>	<b>9</b>

<b>7.1 DELAIS D'EXECUTION</b>	<b>9</b>
<b>7.2 CLAUSE DE REEXAMEN</b>	<b>10</b>
<b>7.3 SURVEILLANCE EVENTUELLE EN USINE</b>	<b>10</b>
<b>7.4 COORDINATION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE</b>	<b>10</b>
<b>7.5 CONDITIONS D'INSTALLATION</b>	<b>11</b>
<b>7.6 OPERATIONS DE VERIFICATION</b>	<b>12</b>
<b>7.7 VERIFICATION DE LA PRESTATION</b>	<b>12</b>
<b>7.8 DECISIONS APRES VERIFICATION</b>	<b>12</b>
<b>7.9 REFACTIONS</b>	<b>13</b>
<b>7.10 GARANTIE TECHNIQUE</b>	<b>13</b>
7.10.1 DUREE DE LA GARANTIE	13
7.10.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE	13
<b>ARTICLE 8 – PENALITES</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 9 - OBLIGATIONS</b>	<b>14</b>
9.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
9.2 ÉTAT DES LIEUX	15
<b>ARTICLE 10 - ASSURANCES</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 11 - OBLIGATIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 12 - OBLIGATIONS RELATIVES AU DETACHEMENT DE SALARIES</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 13 - RESILIATION DU MARCHE</b>	<b>16</b>
13.1 RESILIATION DU FAIT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	16
13.2 RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	17
13.3 RESILIATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	17
<b>ARTICLE 14 – OBLIGATION DE SECURITE</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 15 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	<b>18</b>

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

---

### 1.1 Objet du marché

Le marché a pour objet la fourniture, la livraison et l'installation et la mise en service des équipements de cuisine des espaces de restauration du nouveau palais de Justice de Lille, situé au 421 rue des bateliers (59800 Lille), dont la construction est en cours.

**L'installation des équipements de cuisine, objet du présent marché, devra obligatoirement respecter le calendrier de l'opération. L'intervalle de temps prévu pour l'installation, la mise en service des équipements et incluant la levée des éventuelles réserves, s'étend de septembre 2026 à décembre 2026. L'ouverture du nouveau Palais de Justice de Lille au public est prévue en janvier 2027.**

Les espaces de restauration au sein de ce bâtiment sont répartis sur plusieurs niveaux, comme suit :

- Une cuisine de production attenante au restaurant, ensemble positionné au 5ème étage du bâtiment,
- La zone de réception des denrées cuisine et le local déchet principal de la fonction restauration, positionnées au 1er sous-sol du bâtiment,
- Une cafétéria et espace de vente à emporter positionnés au niveau rez-de-chaussée haut du bâtiment.

La fourniture, la livraison, l'installation et la mise en service des éléments de cuisine entendent l'approvisionnement sur site, la manutention (dont la protection des espaces et circulations), le montage, la fixation, le raccordement aux différents réseaux, l'enlèvement des emballages et le nettoyage des zones d'intervention

Les candidats sont informés que les prestations seront réalisées dans des zones dans lesquels d'autres entreprises sont susceptibles d'intervenir (Titulaire des lots de mobilier, du marché de signalétique, entreprise de travaux intervenant dans le cadre de prise en charge de réserves post réception ...). Les candidats tiennent compte de cette circonstance dans l'établissement de leur offre.

L'ensemble des prestations est détaillé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

### 1.2 Allotissement

Ce marché n'est pas alloti.

### 1.3 Durée

La durée du marché est de 12 mois à compter de sa notification.

### 1.4 Tranches

Sans objet.

## ARTICLE 2 - INTERVENANTS PRINCIPAUX DE L'OPERATION DU PALAIS DE JUSTICE DE LILLE

---

### 2.1 Le maître d'ouvrage et pouvoir adjudicateur

Le Maître de l'Ouvrage et pouvoir adjudicateur est l'APIJ représenté par son Directeur général.

## **2.2 Conduite d'opération et maîtrise d'œuvre**

La conduite d'opération est confiée au groupement Mott Mac Donald (mandataire) et INGEROP.

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'agence OMA (mandataire du groupement), SAISON Menu, agence d'architecture pour l'exécution, WSP, BMF, et QUADRIM.

## **2.3 Le marché de travaux**

Le marché de travaux a été attribué à l'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION – Nord Pas de Calais, (mandataire du groupement), groupe GOYER, Eiffage Energie Systèmes Clevia Nord et Eiffage Energie Systèmes Nord.

## **2.4 La maîtrise d'œuvre spécifique pour les espaces de restauration**

La maîtrise d'œuvre spécifique des espaces de cuisine est assurée par le bureau d'étude BETR. Ce dernier est appelé dans la suite du document « MOE restauration ».

## **2.5 Le titulaire**

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, ou son représentant, du marché et pour piloter l'exécution de sa mission.

Le changement de responsable du dossier devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire devra :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant.

## **ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

---

Les pièces contractuelles constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

### **3.1 Pièces particulières (par ordre décroissant de priorité)**

- Les actes d'engagement (AE), du marché (offre de base et variante imposée, et leur annexe :
  - annexe 1 AE : La déclaration d'un sous-traitance
- les décompositions du prix global et forfaitaire (DPGF) : offre de base et variante imposée,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 3 annexes :

- Annexe 1 CCTP - Descriptif technique des différents équipements souhaités ;
  - Annexe 2 CCTP – Calendrier prévisionnel
  - Annexe 3 CCTP – Plans de localisation prévisionnelle des équipements
- le mémoire technique, remis par le titulaire à l'appui de son offre, qui n'est contractuel que pour les engagements allant au-delà des exigences contenues dans les pièces ci-dessus.

### 3.2 Pièces générales

- 1- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services adopté par l'arrêté du 30 mars 2021,
- 2- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés de fournitures d'équipements de restauration,
- 3- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini en première page de l'acte d'engagement,

Les prestations du titulaire doivent être conformes aux clauses de l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et tous les textes européens, nationaux ou locaux applicables aux prestations de la présente opération, et en particulier aux dispositions nationales et européennes régissant la fourniture de biens mobiliers :

- Normes NF Office Excellence Certifié ou équivalent,
- Normes AFNOR et Européennes,
- Normes ERP établissement recevant du public,
- Recommandations du GPEM,
- Obligations fixées par le ministère du travail et de l'emploi,...

Le fait d'énumérer ci-dessus, ces normes et règlements, ne peut être pris pour arguments d'exhaustivité ou d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître.

## ARTICLE 4 - DOCUMENTS A FOURNIR PAR LA PERSONNE PUBLIQUE

---

Le pouvoir adjudicateur mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession qui seraient nécessaires à la réalisation des prestations.

## ARTICLE 5 - PRIX

---

### 5.1 Forme et contenu des prix

Le marché est traité à prix forfaitaire.

Il est établi hors T.V.A. en tenant compte notamment de tous les frais permettant d'assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations en conformité de la réglementation du travail.

Le prix du marché est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations, y compris les réunions nécessaires avec les membres de la MOE restauration, l'entreprise travaux et le maître d'ouvrage pour la mise au point des éléments à réaliser. Les réunions se tiendront à Lille (59) et éventuellement en visioconférence.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération de la part de tiers dans le cadre des missions qui lui seront confiées au titre du présent marché.

Le prix comprend, notamment :

- Le transport et la livraison,
- La protection des ouvrages pendant la période de mise en œuvre : ascenseurs, poteaux, angles, cloisons, sols, etc. susceptibles d'être détériorés durant la présence du titulaire du marché équipements de cuisine. Une protection des murs sur une hauteur minimale de 1,2 m sera mise en place. Les sols plus fragiles seront protégés avec une protection de type isorel.
- Les frais de stockage, ceci sans préjudice de leur durée notamment si le planning prévisionnel n'était pas respecté,
- Le montage, le raccordement aux différents réseaux, le réglage,
- L'évacuation des emballages et des cartons et le nettoyage complet des zones aménagées,
- L'assurance couvrant les périodes d'installation et la garantie des matériels fournis (attestation d'assurance correspondante à fournir),
- La fourniture d'un dossier complet regroupant l'ensemble des notices d'utilisation et de maintenance des produits livrés.
- La fourniture des outils spéciaux, si nécessaire, ainsi que d'un manuel de montage et de démontage permettant la maintenance des équipements installés,
- La formation sur le site pendant la durée du montage, d'une ou plusieurs personnes désignées par l'APIJ, ou son représentant, pour l'utilisation et la maintenance des équipements installés.
- Le remplacement des éléments détériorés ou défectueux dans un délai de 15 jours maximum, y compris les éléments éventuellement détériorés ou les dégradations qui seraient occasionnées sur le bâtiment pendant la durée du montage.
- Le nettoyage du site,

La main d'œuvre est comprise dans le prix forfaitaire indiqué dans la DPGF, pour toute acquisition de fournitures et ne doit pas être facturée en supplément.

Le titulaire doit laisser le site propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des prestations dont il est chargé.

Le titulaire ne pourra exercer aucun recours contre la personne publique ou les services affectataires en cas de vol ou de dommage subi à ses équipements ou ouvrages.

L'entreprise est réputée avoir pris connaissance pleine et entière des lieux et de tous les éléments afférents à la fourniture et l'installation des équipements de cuisine.

Le planning d'intervention devra être validé avec l'APIJ et ses représentants afin d'assurer une coordination dans l'installation des différents équipements.

## **5.2 Variations des prix**

Le prix est réputé établis sur la base des conditions économiques du "mois zéro" indiqué dans l'acte d'engagement.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la variation du prix des prestations est l'index

**I = Index 310200**

L'index 310200 est l'index pour le mobilier de cuisine

La révision est effectuée aux dates anniversaires du marché, par application au prix d'un coefficient donné par la formule :

$$C=0,15 + 0,85 (Im-4/Io-4)$$

dans laquelle Io-4 et Im-4 sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché, respectivement quatre mois avant le mois zéro et quatre mois avant le mois de révision des prix. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

La périodicité de la révision : trimestrielle.

### 5.3 TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Les montants et taux de TVA indiqués dans les pièces contractuelles sont établis à titre indicatif. Aussi, en cas de modification des taux de TVA, il n'est pas nécessaire de conclure un avenant.

## ARTICLE 6 - MODALITES DE REGLEMENT

---

### 6.1 Avance

L'option B prévue à l'article 11 du CCAG-FCS est retenue.

Si les conditions prévues à l'article R.2191-3 du code de la commande publique sont réunies, une avance sera accordée au titulaire (sauf refus indiqué à l'acte d'engagement).

Le montant de l'avance est fixé conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique. Le paiement de l'avance intervient, sans formalités, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est égal à 5% du montant initial du marché.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dans les conditions décrites aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du code de la commande publique.

### 6.2 Règlement des comptes

Mise en place d'un service électronique d'échanges des situations financières

Les pièces de liquidation (situations, décomptes, états d'acomptes) sont calculées, diffusées et échangées à l'aide d'un outil informatique de gestion financière (système d'échanges de données informatiques EDIFLEX).

Le cas échéant, l'utilisation de cet outil informatique de gestion financière sera obligatoire pour l'ensemble des intervenants.

La facture électronique est mise en œuvre selon les conditions du décret du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

#### 6.2.1 Modalités de paiement

Il sera fait application de l'article 11.8 du CCAG-FCS relatif au règlement partiel définitif



Le titulaire ou son représentant adresse au pouvoir adjudicateur un décompte et une facture précisant les sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution d'une mission. L'APIJ vérifie les projets de décompte et y applique les pénalités éventuelles.

Ce projet de décompte comprendra au minimum les informations suivantes

- Intitulé et N° du marché ;
- la désignation de la mission correspondante ;
- le montant du décompte, établi en prix de base

#### **6.2.2 Acomptes**

Il pourra être versé des acomptes, au prorata de l'avancement des prestations réellement exécutées et validées par le pouvoir adjudicateur. Le solde sera versé après acceptation des prestations.

### **6.3 Délais de paiement**

Le délai global de paiement maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours calendaires maximum, pour les acomptes à compter de la réception de la demande de paiement (hors demande de paiement incorrecte), et pour le solde à compter du retour du décompte général signé par le titulaire.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires suivant le taux et la réglementation en vigueur.

### **6.4 Paiement des cotraitants**

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer.

### **6.5 Paiement des sous-traitants**

Le paiement des sous-traitants est effectué conformément aux dispositions des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 7 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE**

---

### **7.1 Délais d'exécution**

Pour rappel la durée du marché est fixée à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution commence à compter de la date de notification du marché.

La livraison et l'installation des fournitures des équipements de cuisine, objet du marché, devront obligatoirement se faire suivant le planning établi par le maître d'ouvrage (qui sera notifié au titulaire), entre la livraison du bâtiment, prévue en septembre 2026 et sa mise en service prévue en janvier 2027.

Le titulaire devra prendre ses dispositions pour être en mesure de livrer aux dates demandées et cela quelles que soient ses dates de fermeture(s) annuelle(s).

Le titulaire remettra les documents indiqués au CCTP à fournir dans le cadre de sa mission, notamment les notices techniques, de montage, démontage, d'utilisation, ainsi qu'un inventaire des équipements livrés, avant la date fixée pour procéder aux opérations de vérifications conformément à l'article 7.4 du présent CCAP.

## **7.2 Clause de réexamen**

Dans l'hypothèse où la livraison du bâtiment ne pourrait avoir lieu au mois de septembre 2026, le pouvoir adjudicateur en informera dès que possible le titulaire.

Les prestations de fourniture, livraison, installation et mise en service devant être terminées dans tous les cas en janvier 2027, il pourra être demandé au titulaire du marché de procéder à ses prestations dans un délai plus court que le délai initialement prévu.

Le titulaire devra mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur les moyens nécessaires et suffisants pour l'accomplissement de ses prestations dans le nouveau délai.

Le titulaire ne pourra en outre pas refuser d'effectuer les prestations dans le nouveau délai.

Les frais supplémentaires éventuels engagés par le titulaire pour exécuter le marché dans le délai imposé pourront faire l'objet de discussions avec le pouvoir adjudicateur et pourront le cas échéant donner lieu à la passation d'un avenant sur le fondement de l'article R.2194-1 du code de la commande publique.

## **7.3 Surveillance éventuelle en usine**

Les stipulations de l'article 21 du CCAG-FCS sont applicables.

L'offre du titulaire tient compte de toutes les sujétions engendrées par l'application de l'article 21 du CCAG-FCS.

## **7.4 COORDINATION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **a) Coordination des intervenants**

Le titulaire est responsable de ses salariés, de ses cotraitants et de ses éventuels sous-traitants. Il doit se soumettre à l'organisation générale des intervenants sur le chantier, telle que définie en accord avec la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage. Il doit s'assurer que chaque intervenant respecte les délais, les spécifications techniques et les règles de sécurité en vigueur.

### **b) Sécurité et prévention des risques**

Le titulaire est entièrement responsable de la sécurité sur le chantier. Il doit mettre en œuvre toutes les mesures préventives et correctives nécessaires pour garantir :

- La protection du personnel (salariés, sous-traitants, cotraitants).
- La sécurité des tiers (usagers, autres entreprises intervenant sur site).
- Le respect des réglementations en vigueur, notamment :
  - Le Code du travail (articles R. 4532-1 et suivants pour les chantiers).
  - Les consignes spécifiques de l'autorité compétente (maîtrise d'ouvrage, coordonnateur SPS si désigné).
- Les règles de sécurité et de protection de la santé applicables au site.

### **c) Obligations spécifiques**

#### **a. Visite d'inspection commune :**

Le titulaire organisera, avant le début des interventions sur site, une visite conjointe avec le Coordonnateur SPS (CSPS) pour identifier les risques et valider les mesures de prévention. Un procès-verbal de cette visite sera transmis à l'AMO sous 48 heures.

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) :

Le titulaire établira et transmettra son PPSPS à l'AMO et au CSPS au moins 10 jours avant le démarrage des prestations. Ce document devra être actualisé en cas de modification substantielle des conditions d'exécution.

#### b. Sanctions en cas de manquement

Tout manquement aux obligations ci-dessus pourra entraîner :

- Un refus de validation du calendrier ou du PPSPS, bloquant le démarrage des travaux.
- Des pénalités de retard si les délais ne sont pas respectés.
- La résiliation du marché pour faute grave en cas de non-respect des règles de sécurité.

### 7.5 Conditions d'installation

Le marché comprend la vérification des espaces à équiper et des implantations des équipements, la pose, l'installation et la réception du matériel, ainsi que l'enlèvement des emballages vides. Le marché est passé pour une prestation « clé en main ». Ainsi, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des contraintes de tous ordres imposés par l'environnement architectural et technique du bâtiment et de l'ensemble des conditions techniques de réalisation des prestations du marché (hauteurs de plafonds, courbures des voûtes, emplacement des arrivées électriques, d'eau...).

L'accès au bâtiment sera précisé avec le planning des opérations de livraison. Celui-ci sera adressé au titulaire par l'APIJ au plus tard trois mois avant le démarrage de l'installation. Les livraisons devront intervenir conformément au planning, avec présence sur site d'une personne représentant le titulaire. Cette personne aura en charge la livraison, l'installation, le montage et le pointage des matériels sous l'autorité de l'APIJ ou de son représentant.

Aucune livraison directe en provenance d'un fournisseur du titulaire ne sera acceptée en dehors des dates communiquées et sans la présence du représentant du titulaire (notification de la livraison par messagerie par exemple).

En cas de notification de la livraison par messagerie, le titulaire ou son prestataire devra être présent sur site pour procéder au déchargement.

Il est rappelé que l'attestation de livraison ne sera délivrée qu'une fois que le pointage complet aura été réalisé par le titulaire du marché sur site et vérifié par le représentant de l'APIJ ou la MOE restauration.

Le titulaire devra prendre ses dispositions quant aux moyens de déchargement nécessaires et de mise en place.

Les équipements et matériels le nécessitant devront être fixés au mur ou au sol suivant les règles de l'art. Le titulaire devra prévoir la visserie et le matériel nécessaire. Les emplacements des équipements nécessitant une fixation au mur ou au sol seront au préalable soumis pour accord au représentant de l'APIJ et/ou la MOE restauration.

Aucune indemnité ne pourra être demandée par le titulaire pour des surcoûts liés à la mise en œuvre des équipements.

Enfin et comme évoqué précédemment, le titulaire devra procéder à l'évacuation des emballages perdus (cartons, plastiques, palettes...) ainsi qu'au nettoyage des équipements installés et des salissures provoquées lors des installations ou des fixations des matériels. L'évacuation des emballages devra être réalisée le jour même de la livraison. En aucun cas la benne mise à disposition du chantier ne devra être utilisée.

L'accès aux différents niveaux pourra se faire par ascenseur et escaliers :

- Dimensions intérieures du monte-charge accédant à la mezzanine et au R+5 : L= 2m35 x l= 1m20 x H=2m30,
- Cage d'escalier : l = 1m45,

La hauteur des véhicules pouvant accéder au circuit logistique en sous-sol, permettant la distribution sur les différents niveaux du bâtiment est limitée à 3,35 m (longueur maximale de 8m).

Des espaces de stockages intermédiaires pourront être définis avec le représentant de l'APIJ et/ou la MOE restauration. Ces espaces seront mis gracieusement à la disposition du titulaire pour un stockage supérieur à la journée. Aucune réclamation ne peut être émise par le titulaire si tout ou partie de cet espace n'est pas disponible.

Toutefois, le gardiennage des éléments stockés reste à la charge et sous la responsabilité du titulaire.

Sur site le titulaire devra suivre les instructions des représentants du maître d'ouvrage (y compris MOE restauration) concernant la protection des ouvrages existants, la réglementation de l'utilisation des espaces de stationnement et de stockage, des circulations, des accès et des appareils élévateurs, le respect des horaires d'intervention, l'ordre d'installation des équipements dans les différents locaux.

Le titulaire, qui conserve la propriété des emballages, assurera leur enlèvement.

Le titulaire devra également assurer le nettoyage des locaux après intervention.

## **7.6 Opérations de vérification**

Elles se dérouleront conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

## **7.7 Vérification de la prestation**

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de (21) vingt-et-un jour calendaire à compter de la date de fin d'installation (toutes les pièces montées à leur emplacement) pour procéder aux opérations de vérifications. Un procès-verbal de vérification sera établi. Passé ce délai, la décision d'admission des équipements sera réputée acquise.

La signature du bon de livraison ne vaudra que reconnaissance de la livraison effectuée.

Si la quantité de fournitures livrées ne correspond pas aux spécifications du marché, le pouvoir adjudicateur pourra exiger que le titulaire, dans les sept (7) jours après en avoir été avisé, reprenne l'excédent de livraison, si celle-ci dépasse le volume de la phase exécutée, ou complète sa livraison, dans le cas inverse.

Si la qualité des fournitures livrées ne correspond pas aux spécifications du marché, le pouvoir adjudicateur pourra exiger que le titulaire, dans un délai de dix jours après en avoir été avisé, remplace la fourniture.

## **7.8 Décisions après vérification**

**Sera refusé à l'admission tout équipement :**

- incomplet,
- ne correspondant pas aux équipements retenus dans l'offre,
- mal monté,
- non entièrement déballé,
- poussiéreux,
- taché,

- marqué,
- épaufré,
- déformé.

## **7.9 Réfections**

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur estime que les fournitures ne satisfont pas entièrement aux conditions Du marché mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction des prix selon l'étendue des imperfections constatées.

## **7.10 Garantie technique**

Conformément aux prescriptions de l'article 30 du CCAG-FCS, la fourniture est garantie de tout vice de fabrication ou défaut de matière, à compter du jour de la décision d'admission de la fourniture.

### **7.10.1 Durée de la garantie**

Le présent article déroge à l'article 33 du CCAG –FCS sur la durée de la garantie.

Sur tous les équipements installés et sur l'ensemble de leurs composants, il sera prévu une garantie pièces, main d'œuvre et déplacement suivant la réglementation en vigueur (2 ans).

Pour tous les équipements installés et leurs composants, les durées minimales de garantie pour les pièces, la main d'œuvre et le déplacement sont de 2 ans.

Toutes les réserves émises sur le procès-verbal d'opérations de vérification devront être levées, au plus tard, dans les 2 mois suivant la date officielle de l'admission, faute de quoi la durée de garantie sera augmentée d'une durée égale au temps qui dépasserait les 2 mois fixés pour la réalisation des modifications requises.

### **7.10.2 Obligations du titulaire pendant la période de garantie**

Le titulaire garantit les installations contre tout vice de conception, de matière ou de montage. La garantie implique les interventions sur site pour un remplacement ou une remise en état de toute ou partie du matériel reconnu défectueux.

A cet effet, le titulaire devra désigner nommément dans son mémoire technique l'organisme et son représentant qualifiés, qui seront en mesure d'intervenir pour assurer le service après-vente, dans un délai de 48 heures pour procéder à toute réparation ou constatation de défaut et sous 4 semaines maximum pour le remplacement éventuel de pièces ou d'équipement.

Pendant la période de garantie, les interventions doivent être effectuées sans apporter de gêne excessive au bon fonctionnement du site. Le titulaire devra disposer d'un stock suffisant de pièces de rechange.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse.

Cette garantie couvre également les frais consécutifs de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

La personne publique a droit, en outre, à des dommages et intérêts au cas où, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour elle un préjudice.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par décision de le pouvoir adjudicateur.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur, sauf à en demander le règlement s'il estime que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Une visite détaillée des installations ayant pour objet de juger de leur comportement sera effectuée 3 mois après l'installation des agents. Cette visite donnera lieu à un compte rendu.

## **ARTICLE 8 – PENALITES**

---

Les pénalités explicitées ci-dessous sont applicables sur simple constatation du maître d'ouvrage ou de son représentant et sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné. Ces pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard ou de l'absence ou du manquement et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations.

- Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations :

En cas de retard dans l'exécution des prestations par rapport au planning d'exécution défini avec le représentant du maître d'ouvrage, le titulaire encourra une pénalité journalière de 500 € HT.

- Pénalité pour retard de remise des dossiers de fin d'exécution

Les dossiers de fin d'exécution seront à remettre au plus tard 7 jours calendaires à compter de la date de démarrage des opérations de vérification quantitatives et qualitatives.

En cas de retard dans la remise complète des dossiers de fin d'exécution, une pénalité journalière de 300 € HT par jour calendaire de retard sera appliquée au titulaire, jusqu'à remise complète des documents.

- Cumul des pénalités

Toutes les pénalités explicitées dans le présent article sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité.

## **ARTICLE 9 - OBLIGATIONS**

---

### **9.1 Obligations du titulaire**

Le titulaire a une obligation de résultat final, à savoir la présence des équipements conformes en quantité et en qualité au marché dans les délais et conditions spécifiés, sans défaut ni dégradation, installé dans les locaux conformément aux instructions du maître d'ouvrage ou son représentant.

Le titulaire doit laisser le site propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des prestations dont il est chargé.

Le titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres emballages le jour de la livraison par les mêmes moyens et protections que ceux employés lors de l'approvisionnement.

En outre, il assure à ses frais le nettoyage de l'ensemble de la fourniture livrée une fois installée et avant les opérations préalables à la réception.

## 9.2 État des lieux

Avant et après son intervention, un état des lieux entre le titulaire et le représentant du maître d'ouvrage est établi.

Toute dégradation constatée après l'intervention du titulaire sur site sera réparée à ses frais.

## ARTICLE 10 - ASSURANCES

---

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir sa responsabilité civile, autre que décennale, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le pouvoir adjudicateur, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au pouvoir adjudicateur son attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le pouvoir adjudicateur, sans indemnisation.

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit une plateforme en ligne (E-Attestations) afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses cotraitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

## ARTICLE 11 - OBLIGATIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE

---

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221\_2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit une plateforme en ligne (E-Attestations) afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses cotraitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le pouvoir adjudicateur, sans indemnisation.

## **ARTICLE 12 - OBLIGATIONS RELATIVES AU DETACHEMENT DE SALARIES**

---

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit une plateforme en ligne (E-Attestations) afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses cotraitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le pouvoir adjudicateur, sans indemnisation.

## **ARTICLE 13 - RESILIATION DU MARCHE**

---

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 38 à 41 du CCAG-FCS.

### **13.1 Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur**

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application du 42 du CCAG-FCS pour la partie résiliée est fixé à 1%.



### 13.2 Résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis conformément aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-9 et R.2143-16 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure.

Le marché peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

### 13.3 Résiliation aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 45 du CCAG –FCS, le marché pourra être réalisé aux frais et risques du titulaire.

## ARTICLE 14 – OBLIGATION DE SECURITE

---

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance.

A priori, et sauf indication contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents seront réputés avoir un caractère secret.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers sauf sur autorisation de l'APIJ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché sauf sur autorisation de l'APIJ ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché sauf sur autorisation de l'APIJ ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les **24 heures** suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique);
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies sauf sur autorisation de l'APIJ ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à au présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

## **ARTICLE 15 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

---

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-FCS, le présent CCAP ne comprend pas de liste récapitulative des articles du CCAG-FCS auxquels il déroge.

Fin du document

